

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 112

[C — 2003/27001]

12 DECEMBRE 2002. — Décret relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er} — Objectifs et définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'objectif du présent décret est de protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci, et ce, conformément à la directive du Conseil des Communautés n° 98/83/C.E. du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

§ 2. Le Gouvernement veillera à ce qu'en aucune manière l'application des dispositions prises en vertu du présent décret ne puisse avoir pour effet de permettre, directement ou indirectement, ni une dégradation de la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine, dans la mesure où cela a une incidence sur la protection de la santé des personnes, ni un accroissement de la pollution des eaux utilisées pour la production d'eau potable.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « eaux destinées à la consommation humaine » : les eaux, soit en l'état, soit après traitement, destinées à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, ou à d'autres usages domestiques, quelle que soit leur origine, et qu'elles soient fournies par un réseau de distribution par canalisations ou à partir d'une prise d'eau privée, d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ainsi que les eaux fournies aux établissements alimentaires à partir d'un réseau de distribution avant toute manipulation ou traitement dans ces établissements;

2° « fournisseur » :

a. l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau par canalisations;

b. l'exploitant d'une prise d'eau privée qui permet d'alimenter par des canalisations des consommateurs sans passer par un réseau public de distribution d'eau;

c. l'opérateur qui fournit l'eau à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne;

3° « consommateur » : toute personne qui jouit de l'eau mise à disposition par un fournisseur;

4° « installation privée de distribution » : les canalisations et appareillages installés en aval du point de jonction;

5° Les robinets, canalisations et appareillages installés en aval du point de jonction font partie de l'installation privée de distribution;

6° « point de jonction » : la frontière entre le réseau de distribution et l'installation privée de distribution qui se trouve immédiatement en aval du compteur. En l'absence de compteur, ce point de jonction est défini de manière contractuelle entre l'abonné et le fournisseur;

7° « Administration » : la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement;

8° « abonné » :

a. toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, de nue-propriété, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé à la distribution d'eau publique;

b. toute personne titulaire d'un contrat d'achat d'eau en vue de sa consommation sans passer par un réseau public de distribution d'eau;

9° « zone de distribution » : zone géographique dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité est considérée comme uniforme.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret s'applique à toutes les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception :

1° des eaux minérales naturelles;

2° des eaux médicinales;

3° des eaux destinées à la consommation humaine provenant d'une source individuelle fournissant moins de 10 m³ par jour en moyenne ou approvisionnant moins de cinquante personnes, sauf si elles sont fournies dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique.

§ 2. Le fournisseur d'eaux visées au paragraphe 1^{er}, 3°, a l'obligation d'informer la population concernée des risques encourus et de toute mesure susceptible d'être prise pour protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine.

Lorsqu'il apparaît, en outre, qu'il existe un danger potentiel pour la santé humaine du fait de la qualité de ces eaux, le fournisseur doit prodiguer aux consommateurs concernés les conseils appropriés.

§ 3. En cas d'approvisionnement par une ressource alternative ou complémentaire à l'eau distribuée par canalisations, l'abonné assure une séparation complète, sans jonction physique, des deux circuits d'approvisionnement.

CHAPITRE III. — *Obligations du fournisseur**Section I^{re}. — Obligations générales*

Art. 4. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre en cas de survenance d'événement portant atteinte à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Il précise les autorités publiques chargées d'intervenir et les mesures minimales à prendre par les fournisseurs afin d'éviter les dangers pour les consommateurs et de permettre le rétablissement de la salubrité et de la propreté de l'eau.

Art. 5. Sans préjudice des dérogations visées à l'article 12, il est interdit de fournir de l'eau destinée à la consommation humaine lorsque sa salubrité et sa propreté ne sont pas assurées.

Pour satisfaire aux exigences du présent décret, les eaux destinées à la consommation humaine sont salubres et propres si :

1° elles ne contiennent pas un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes;

2° elles sont conformes aux exigences minimales fixées par le Gouvernement conformément à l'article 6.

Art. 6. Le Gouvernement arrête les exigences minimales de salubrité et de propreté des eaux destinées à la consommation humaine, en ce compris :

1° les valeurs paramétriques microbiologiques;

2° les valeurs paramétriques chimiques;

3° les paramètres indicateurs fixés uniquement à des fins de contrôle et en vue de l'application de l'article 11, § 5, alinéa 1^{er}.

Art. 7. Le Gouvernement arrête la liste et les doses maximales des substances et matériaux autorisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine.

Le fournisseur prend toutes les mesures nécessaires pour que les substances ou les matériaux servant à de nouvelles installations et au renforcement ou à la réparation d'installations existantes, et utilisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que les impuretés associées à ces substances ou matériaux servant à de nouvelles installations, ne demeurent pas présents dans les eaux destinées à la consommation humaine à un niveau de concentration supérieur au niveau nécessaire pour atteindre le but dans lequel ils sont utilisés et qu'ils ne réduisent pas directement ou indirectement la protection de la santé des personnes prévue dans le présent décret.

Art. 8. § 1^{er}. Les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6 doivent être respectées au point où :

1° à l'intérieur des locaux ou d'un établissement, les eaux fournies par un réseau de distribution sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine;

2° les eaux fournies par camion-citerne ou bateau-citerne sortent du camion-citerne ou du bateau-citerne.

§ 2. Sauf dans les lieux visés au paragraphe 3, le fournisseur est réputé avoir accompli ses obligations au titre des articles 5 et 11, § 2, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6 est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien.

§ 3. Dans les locaux et établissements où l'eau est fournie au public, l'installation privée de distribution doit être certifiée par un organisme agréé conformément aux règles que le Gouvernement détermine.

Tout bâtiment dont la première occupation en tant que logement est postérieure à une date à fixer par le Gouvernement est soumis aux mêmes règles.

Le Gouvernement dresse la liste des catégories de locaux et d'établissements soumis au présent paragraphe et fixe une procédure et les délais de certification des installations intérieures privées.

§ 4. Lorsqu'il y a un risque que les eaux ne respectent pas les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6, le fournisseur doit :

1° prendre des mesures appropriées pour réduire ou éliminer ce risque, notamment en conseillant les propriétaires sur les éventuelles mesures correctrices à prendre;

2° et/ou utiliser des techniques de traitement appropriées pour modifier la nature ou les propriétés des eaux avant qu'elles ne soient fournies, de manière à réduire ou à éliminer ce risque après la fourniture;

3° et informer et conseiller les consommateurs concernés au sujet d'éventuelles mesures correctrices supplémentaires à prendre.

Section II. — Contrôle

Art. 9. § 1^{er}. Le fournisseur établit et met en œuvre un programme annuel de contrôle permettant de vérifier régulièrement que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences du présent décret, et notamment aux valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6.

Il communique le programme annuel à l'Administration.

Le fournisseur prélève des échantillons représentatifs de la qualité des eaux consommées tout au long de l'année.

Lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine comprend un traitement de désinfection, le fournisseur contrôle l'efficacité du traitement appliqué et s'assure que toute contamination par les sous-produits de la désinfection sera maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités des programmes annuels de contrôle visés au paragraphe 1^{er} ainsi que les points d'échantillonnage et de la communication des informations. Il détermine notamment les paramètres à analyser et les fréquences minimales des échantillonnages et des analyses.

§ 3. Les analyses sont confiées à un laboratoire accrédité en vertu de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais, qui dispose au minimum d'un système de contrôle de qualité analytique.

Les prélèvements d'échantillons sont effectués par des organismes accrédités pour cette activité.

Le Gouvernement détermine les spécifications pour l'analyse des paramètres et pour le prélèvement des échantillons.

§ 4. S'il y a des raisons de soupçonner que des substances et micro-organismes pour lesquels aucune valeur paramétrique n'a été fixée conformément à l'article 6 puissent être présents en quantité ou en nombre constituant un danger potentiel pour la santé des personnes, le fournisseur fait effectuer, par un laboratoire accrédité, un contrôle supplémentaire conformément à la procédure précisée à l'article 4 du présent décret.

Art. 10. Dans le respect des principes de protection de la vie privée et après en avoir informé les occupants par écrit dans les quarante-huit heures qui précèdent, les préposés du fournisseur porteurs d'une carte de service et munis de leur carte d'identité et les organismes de contrôle peuvent, en présence des occupants ou de leur représentant, accéder entre huit heures et vingt heures, aisément et sans danger, au raccordement et à l'installation privée de distribution pour procéder à toutes opérations visant à contrôler la qualité de l'eau.

Section III. – Mesures correctrices et restrictions d'utilisation

Art. 11. § 1^{er}. En cas de non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6, et sous réserve de l'article 8, § 2, le fournisseur en informe immédiatement l'Administration et effectue une enquête afin d'en déterminer la cause. L'Administration examine si ce non-respect présente un risque pour la santé des personnes et transmet, en cas de risque pour la santé des personnes, ses conclusions dès qu'elles sont connues au fournisseur et au(x) bourgmestre(s) de la (des) commune(s) concernée(s).

§ 2. Le fournisseur prend le plus rapidement possible les mesures correctrices nécessaires pour rétablir la qualité de l'eau. Il accorde la priorité à leur application, compte tenu, notamment, de la mesure du dépassement de la valeur paramétrique pertinente et du danger potentiel pour la santé des personnes.

Lorsque l'Administration a constaté l'existence d'un risque pour la santé conformément au paragraphe 1^{er}, elle est tenue informée de toute mesure prise par le fournisseur ainsi que de l'évolution de la situation.

Si l'Administration considère que le non-respect des valeurs paramétriques présente un risque pour la santé, le fournisseur informe immédiatement les consommateurs de la situation et, le cas échéant, des mesures correctrices prises ou encore à prendre.

§ 3. Que les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6 aient été ou non respectées, lorsque les eaux destinées à la consommation humaine constituent un danger potentiel pour la santé des personnes, le fournisseur interrompt leur distribution, restreint leur utilisation ou prend toute mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes.

Dans ce cas, il en informe immédiatement les consommateurs et leur prodigue les conseils nécessaires.

Le fournisseur décide des mesures à prendre en tenant compte des risques que feraient courir à la santé des personnes une interruption de la distribution ou une restriction dans l'utilisation des eaux usées destinées à la consommation humaine. Sa décision est immédiatement communiquée à l'Administration pour information et avis éventuel.

§ 4. En cas d'urgence motivée par le danger potentiel pour la santé publique et la carence du fournisseur, le Gouvernement ou son délégué peut prendre toutes les mesures visées au paragraphe 3.

§ 5. Le Gouvernement peut établir des règles de bonne pratique afin d'aider le fournisseur à remplir ses obligations au titre du paragraphe 3.

Art. 12. Dans les lieux visés à l'article 8, § 3, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 6 est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien, le fournisseur est tenu d'informer sans délai l'organisme agréé chargé de la certification, tel que défini à l'article 8, § 3, des mesures correctrices prises en application de l'article 11.

Section IV. — Dérogations

Art. 13. § 1^{er}. Après consultation de l'Administration, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux valeurs paramétriques dans la mesure où elles ne constituent pas un danger potentiel pour la santé des personnes et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans la zone de distribution concernée. Si le Gouvernement s'écarte de l'avis de l'Administration, il motive sa décision.

Ces dérogations sont limitées dans le temps et ne peuvent pas dépasser trois ans. A l'issue de cette période, un bilan est dressé par le Gouvernement afin de déterminer si des progrès suffisants ont été accomplis. Le Gouvernement peut accorder une seconde dérogation pour une durée de trois ans. Dans des circonstances exceptionnelles, et après avis de la Commission européenne, le Gouvernement peut accorder une troisième dérogation pour une durée de trois ans.

Toute dérogation accordée par le Gouvernement doit comporter les renseignements suivants :

- les motifs de la dérogation;
- le paramètre concerné;
- un programme de contrôle approprié prévoyant des contrôles plus fréquents et les mesures correctrices nécessaires;
- la durée de la dérogation.

Les dérogations ne peuvent concerner des facteurs toxiques et microbiologiques.

§ 2. Le fournisseur qui obtient une ou plusieurs dérogations prévues par le présent article informe, rapidement et de manière appropriée, de la dérogation et des conditions dont elle est assortie les consommateurs affectés par cette dernière. Il prodigue par ailleurs des conseils à des groupes de consommateurs spécifiques pour lesquels la dérogation pourrait présenter un risque particulier.

Le fournisseur informe l'Administration des mesures prises en application de l'alinéa précédent.

Section V. — Informations

Art. 14. § 1^{er}. Au moins une fois l'an, le fournisseur informe ses abonnés sur la qualité de l'eau distribuée pendant l'année civile écoulée. L'information comprend l'avis de l'Administration concernant l'impact éventuel sur la santé des consommateurs lié à la qualité de l'eau distribuée.

Le fournisseur est tenu de communiquer à tout consommateur qui en fait la demande les informations adéquates et récentes sur la qualité de l'eau fournie dans la zone de distribution qu'il alimente.

§ 2. Le fournisseur est tenu de communiquer à l'Administration les informations relatives à la qualité et à la fourniture d'eau qui lui sont nécessaires pour l'exécution du présent décret et pour assurer le respect de ses obligations européennes et internationales.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives au contenu, à la forme et à la procédure de transmission de ces informations.

§ 3. Le Gouvernement dépose et présente au Conseil régional wallon un rapport annuel sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Ce rapport porte notamment sur la qualité des eaux de consommation wallonnes, sur le non-respect des valeurs paramétriques par les divers fournisseurs, sur les dérogations qui ont été accordées et sur les principales mesures correctrices qui ont été mises en œuvre pour rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

CHAPITRE IV. — *Constatacion, recherche et poursuite des infractions*

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer, le cas échéant après en avoir obtenu l'autorisation d'un juge d'instruction, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire qu'il s'y commet une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution;

2° requérir l'assistance des polices fédérale et locale;

3° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent décret sont respectées, et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4° prélever des échantillons selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

5° faire procéder à des analyses selon les règles déterminées conformément à l'article 16. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément au paragraphe 2, 2°, du présent article. En outre, le procès-verbal indique au contrevenant la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse;

6° arrêter les véhicules utilisés pour le transport, contrôler leur chargement;

7° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a. interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b. arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction.

Ils informent le procureur du Roi dans les vingt-quatre heures.

Les fonctionnaires et les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret et à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le fonctionnaire ou l'agent informe le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune sur laquelle se trouvent les installations de production et de distribution d'eau concernées des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport et le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste au contrevenant, et ce, dans les quinze jours du jour où il est établi ou de l'expiration du délai visé au 1° ci-dessus.

§ 3. Dans les rapports et procès-verbaux dressés, le fonctionnaire ou l'agent peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application des articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le coût des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Art. 16. Le Gouvernement fait appel à un ou plusieurs laboratoires accrédités en vertu de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais en vue de procéder aux analyses officielles. Il peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

CHAPITRE V. — *Sanctions administratives*

Art. 17. § 1^{er}. Une amende dont le montant ne peut excéder 12.400 euros pourra être appliquée au fournisseur qui n'accomplit pas correctement ses obligations prévues aux articles 3, § 2, alinéa 1^{er}, 8, §§ 3 et 4, et aux articles 9 à 14 ou aux dispositions prises en vertu de ceux-ci.

Les personnes passibles d'amendes administratives, en application du présent article, sont désignées par le terme le « contrevenant ».

L'amende administrative n'est applicable qu'au contrevenant, même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de l'Administration.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis au fonctionnaire dirigeant de l'Administration.

Le ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au fonctionnaire dirigeant de l'Administration sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire dirigeant de l'Administration décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du fonctionnaire dirigeant de l'Administration fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'Administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire dirigeant de l'Administration introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire dirigeant de l'Administration ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise cinq ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article. Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement détermine les modalités de perception de l'amende.

CHAPITRE VI. — *Sanctions pénales*

Art. 18. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 2,50 euros à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

- 1° le fournisseur qui ne prodigue pas les conseils appropriés prévus à l'article 3, § 2, alinéa 2;
 - 2° le fournisseur qui ne prend pas les mesures minimales définies selon la procédure fixée en application de l'article 4;
 - 3° celui qui contrevient au prescrit de l'article 5;
 - 4° le fournisseur qui ne prend pas les mesures nécessaires prévues à l'article 7, alinéa 2;
 - 5° le fournisseur qui n'établit pas ou ne met pas en œuvre un programme annuel de contrôle prévu à l'article 9, § 1^{er};
 - 6° le fournisseur qui ne contrôle pas l'efficacité du traitement appliqué prévu à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3;
 - 7° le fournisseur qui n'informe pas l'Administration et qui n'effectue pas l'enquête conformément à l'article 11, § 1^{er}, qui ne prend pas les mesures correctrices prévues à l'article 11, § 2, qui ne prend pas les mesures prévues à l'article 11, § 3, alinéa 1^{er};
 - 8° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs en application de l'article 13, § 2.
- § 2. Est puni d'une amende de 0,65 euro à 248 euros :
- 1° le fournisseur qui n'informe pas la population concernée par le prescrit de l'article 3, § 2, alinéa 1^{er};
 - 2° l'abonné qui ne respecte pas le prescrit de l'article 3, § 3;
 - 3° le propriétaire d'une installation privée de distribution d'eau qui ne serait pas certifiée conformément à l'article 8, § 3;
 - 4° le fournisseur qui ne respecte pas les obligations prévues à l'article 8, § 4;
 - 5° le particulier qui n'autorise pas l'accès à son installation privée conformément à l'article 10;
 - 6° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs de la situation et, le cas échéant, des mesures correctrices prises dans le cadre de l'article 11, § 2, alinéa 3;
 - 7° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs ou qui ne prodigue pas les conseils nécessaires conformément à l'article 11, § 3, alinéa 2;
 - 8° le fournisseur qui ne décide pas ou ne communique pas les mesures à prendre conformément à l'article 11, § 3, alinéa 3;
 - 9° le fournisseur qui n'informe pas l'organisme agréé prévu par l'article 12;
 - 10° le fournisseur qui ne procède pas aux informations prévues par l'article 14, § 2.

Est puni des peines visées au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2, celui qui contrevient aux arrêtés d'exécution pris en application des articles cités.

Art. 19. Les peines prévues au présent décret peuvent être portées au double du maximum si une nouvelle infraction prévue à l'article 18 est commise dans un délai de cinq ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à ce même article, prononcée par une décision passée en force de chose jugée. En outre, la peine minimale ne peut être, dans ce cas, inférieure au décuple du minimum.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 20. La loi du 14 août 1933 concernant la protection des eaux de boisson est abrogée pour la Région wallonne en ce qui concerne les eaux destinées à la consommation humaine.

Art. 21. Un délai de trois ans pour mise en conformité est accordé aux laboratoires non accrédités qui effectuent des analyses pour compte d'un fournisseur et aux organismes non accrédités qui procèdent aux prélèvements d'échantillons à la date du 1^{er} janvier 2001, à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 12 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 390 (2001-2002) N^{os} 1 à 21.

Compte rendu intégral, séance publique du 4 décembre 2002.

Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 112

[C - 2003/27001]

12. DEZEMBER 2002 — Dekret bezüglich der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Zielsetzungen und begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - § 1. Ziel des vorliegenden Dekrets ist es, die menschliche Gesundheit vor den nachteiligen Einflüssen, die sich aus der Verunreinigung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser ergeben, durch Gewährleistung seiner Genussstauglichkeit und Reinheit zu schützen, unter Beachtung der Richtlinie des Rates der Gemeinschaften Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch.

§ 2. Die Regierung sorgt dafür, dass die Anwendung der Bestimmungen, die kraft des vorliegenden Dekrets verabschiedet werden, weder direkt noch indirekt zur Folge haben, dass sich die derzeitige Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch in irgendeiner Weise verschlechtert, soweit dies für den Schutz der menschlichen Gesundheit von Belang ist, oder sich die Verschmutzung der für die Trinkwassergewinnung bestimmten Gewässer erhöht.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Wasser für den menschlichen Gebrauch»: alles Wasser, sei es im ursprünglichen Zustand oder nach Aufbereitung, das zum Trinken, zum Kochen, zur Zubereitung von Speisen oder zu anderen häuslichen Zwecken bestimmt ist, und zwar ungeachtet seiner Herkunft und ungeachtet dessen, ob es aus einem Verteilungsnetz durch Rohrleitungen, ab einer privaten Wasserentnahmestelle oder in Tankfahrzeugen bereitgestellt wird, sowie alles Wasser, das den Lebensmittelunternehmen aus einem Verteilungsnetz zugeliefert wird, bevor es in diesen Unternehmen gehandhabt oder behandelt wird;

2° «Wasserversorger»:

a. der Betreiber eines öffentlichen Netzes zur Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
b. der Betreiber einer privaten Wasserentnahmestelle, die eine Versorgung durch Rohrleitungen der Verbraucher, ohne Führung durch ein öffentliches Wasserversorgungsnetz, ermöglicht;

c. der Betreiber, der Wasser in einem Tankfahrzeug (Tankkraftwagen oder Tankschiff) liefert;

3° «Verbraucher»: jegliche Person, die das Wasser nutzt, das von einem Wasserversorger zur Verfügung gestellt wird;

4° «Hausinstallation»: die Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach der Verbindungsstelle angebracht sind;

5° Die Zapfstellen, Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach der Verbindungsstelle angebracht sind, gehören zur Hausinstallation;

6° «Verbindungsstelle»: die Grenze zwischen dem Versorgungsnetz und der Hausinstallation, die sich unmittelbar nach dem Wasserzähler befindet. Falls es keinen Wasserzähler gibt, wird diese Verbindungsstelle auf vertragliche Weise durch den Abonnementen und den Wasserversorger bestimmt;

7° «Verwaltung»: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

8° «Abonnet»::

a. jegliche Person, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauch-, bloßes Eigentums-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- oder Erbpachtrechts an einem an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossenen Gebäude ist;

b. jegliche Person, die einen Vertrag zum Ankauf von Wasser für ihren eigenen Verbrauch ohne Benutzung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes abgeschlossen hat;

9° «Versorgungsgebiet»: das geographische Gebiet, in dem das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser aus einer oder mehreren Versorgungsquellen stammt, und innerhalb deren die Qualität als gleichmäßig betrachtet wird.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 3 - § 1. Das vorliegende Dekret ist auf alle Wässer anwendbar, die für den menschlichen Gebrauch bestimmt sind, mit Ausnahme:

1° der natürlichen Mineralwässer;

2° der Heilwässer;

3° des Wassers für den menschlichen Gebrauch, das aus einer individuellen Versorgungsanlage stammt, aus der im Durchschnitt weniger als 10 m³ pro Tag entnommen oder mit der weniger als 50 Personen versorgt werden, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit erfolgt.

§ 2. Der in § 1, 3° gemeinte Wasserversorger hat die Pflicht, die betroffene Bevölkerung über die eingegangenen Risiken und über alle Maßnahmen zu unterrichten, die zum Schutz der menschlichen Gesundheit vor nachteiligen Einflüssen, die sich aus einer Verunreinigung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser ergeben, ergriffen werden können.

Außerdem muss der Wasserversorger den betroffenen Verbrauchern umgehend geeignete Ratschläge geben, wenn eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit, die durch die Qualität dieses Wassers bedingt ist, erkennbar ist.

§ 3. Im Falle einer Versorgung anhand einer alternativen oder zum durch die Rohrleitungen verteilten Wasser zusätzlichen Ressource, sorgt der Abonnet für eine komplette Trennung der beiden Versorgungskreisläufe, ohne jegliche physische Verbindung.

KAPITEL III – Verpflichtungen des wasserversorgers

Abschnitt I — Allgemeine verpflichtungen

Art. 4 - Die Regierung legt das Verfahren fest, das bei einem Vorfall anzuwenden ist, bei dem die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers beeinträchtigt wird.

Sie bestimmt, welche öffentlichen Behörden in diesem Fall eingesetzt werden müssen, und welche Mindestmaßnahmen von den Wasserversorgern getroffen werden müssen, um eine Gefährdung der Verbraucher zu vermeiden, und die Genusstauglichkeit und Reinheit des Wassers wiederherzustellen.

Art. 5 - Unbeschadet der in Art. 12 erwähnten Abweichungen ist es untersagt, für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser zu liefern, wenn dessen Genusstauglichkeit und Reinheit nicht gewährleistet sind.

Im Sinne der Anforderungen des vorliegenden Dekrets ist Wasser für den menschlichen Gebrauch genusstauglich und rein, wenn es:

1° Mikroorganismen, Parasiten und Stoffe jedweder Art nicht in einer Anzahl oder Konzentration enthält, die eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt;

2° den von der Regierung gemäß Art. 6 festgelegten Mindestanforderungen genügt.

Art. 6 - Die Regierung legt die Mindestanforderungen hinsichtlich Genusstauglichkeit und Reinheit des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers fest, einschließlich:

1° der mikrobiologischen Parameterwerte;

2° der chemischen Parameterwerte;

3° der nur zu Kontrollzwecken und im Hinblick auf die Anwendung von Art. 11, § 5, Absatz 1 bestimmten Indikatoren.

Art. 7 - Die Regierung bestimmt die Liste und die Höchstdosen der bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch erlaubten Stoffe oder Materialien.

Der Wasserversorger trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verwendeten Stoffe oder Materialien für Neuanlagen und für die Verstärkung oder Reparatur von bestehenden Anlagen und die mit solchen Stoffen und Materialien für Neuanlagen verbundenen Verunreinigungen in Wasser für den menschlichen Gebrauch nicht in Konzentrationen zurückbleiben, die höher sind als für ihren Verwendungszweck erforderlich, und den im Rahmen dieses Dekrets vorgesehenen Schutz der menschlichen Gesundheit nicht direkt oder indirekt mindern.

Art. 8 - § 1. Die nach Artikel 6 festgesetzten Parameterwerte sind einzuhalten:

1° bei Wasser, das aus einem Verteilungsnetz stammt, am Austritt aus denjenigen Zapfstellen in Gebäuden oder Einrichtungen, die normalerweise der Entnahme von Wasser für den menschlichen Gebrauch dienen;

2° bei Wasser aus Tankfahrzeugen an der Entnahmestelle am Tankfahrzeug;

§ 2. Außer an den in § 3 erwähnten Orten wird angenommen, dass der Wasserversorger seine Verpflichtungen im Sinne von Art. 5 und 11, § 2 erfüllt hat, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der gemäß Art. 6 festgelegten Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist.

§ 3. In den Räumen und Einrichtungen, wo Wasser der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird, muss die Hausinstallation durch eine zugelassene Prüfstelle zertifiziert werden, unter Einhaltung der von der Regierung festgelegten Regeln.

Jedes Gebäude, dessen erste Benutzung als Wohnung nach einem von der Regierung festzulegenden Datum erfolgt ist, unterliegt denselben Regeln.

Die Regierung stellt die Liste der Kategorien von Räumen und Einrichtungen auf, die dem vorliegenden Paragraphen unterliegen, und legt ein Verfahren sowie die Zertifizierungsfristen für private Innenanlagen fest.

§ 4. Besteht die Gefahr, dass Wasser nicht den nach Artikel 6 festgesetzten Parameterwerten genügt, so muss der Wasserversorger:

1° geeignete Maßnahmen ergreifen, um diese Gefahr zu verringern oder auszuschalten, insbesondere durch die Beratung von Grundstücks-/Gebäudeeigentümern über mögliche Abhilfemaßnahmen, die sie ergreifen könnten;

2° und/oder andere Maßnahmen, wie geeignete Aufbereitungstechniken, ergreifen, um die Beschaffenheit oder Eigenschaften des Wassers vor seiner Bereitstellung so zu verändern, dass das Risiko der Nichteinhaltung der Parameterwerte durch das Wasser nach seiner Bereitstellung verringert oder ausgeschaltet wird;

3° und die betroffenen Verbraucher über etwaige zusätzliche Abhilfemaßnahmen, die sie ergreifen sollten, gebührend unterrichten und beraten.

Abschnitt II — Kontrolle

Art. 9 - § 1. Der Wasserversorger erstellt und führt ein jährliches Kontrollprogramm durch, das dazu dient, zu überprüfen, ob das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser den Anforderungen des vorliegenden Dekrets genügt, insbesondere hinsichtlich der gemäß Art. 6 festgelegten Parameterwerte.

Er übermittelt das jährliche Programm der Verwaltung.

Der Wasserversorger entnimmt für die Qualität des im Laufe des gesamten Jahrs verbrauchten Wassers repräsentative Proben.

Wenn die Aufbereitung oder Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch eine Desinfektion einschließt, überprüft der Wasserversorger die Wirksamkeit des angewendeten Desinfektionsverfahrens und dass jegliche Kontamination durch Desinfektionsnebenprodukte möglichst gering gehalten wird, ohne jedoch die Desinfektion zu beeinträchtigen.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen für die jährlichen in § 1 erwähnten Kontrollprogramme sowie die Probeentnahmestellen und die Modalitäten für die Mitteilung der Informationen. Sie legt insbesondere die zu analysierenden Parameter und die Mindesthäufigkeit der Probeentnahmen und Analysen fest.

§ 3. Die Analysen werden einem kraft der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen sowie der Versuchslaboratorien akkreditierten Laboratorium anvertraut, das zumindest über ein analytisches Qualitätskontrollsystem verfügt.

Die Probeentnahmen werden von speziell dafür akkreditierten Stellen durchgeführt.

Die Regierung bestimmt die Spezifikationen für die Parameteranalyse und die Probeentnahme.

§ 4. Besteht Grund zu der Annahme, dass Stoffe und Mikroorganismen, für die keine Parameterwerte gemäß Artikel 6 festgesetzt wurden, in einer Menge oder Anzahl vorhanden sind, die eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt, so lässt der Wasserversorger durch ein akkreditiertes Labor eine zusätzliche Kontrolle durchführen, unter Einhaltung des in Art. 4 des vorliegenden Dekrets festgelegten Verfahrens.

Art. 10 - Die Beauftragten des Wasserversorgers, die im Besitz einer Dienstkarte und ihres Ausweises sind, sowie die Prüfstellen, können im Beisein der Bewohner oder ihres Vertreters zwischen acht und zwanzig Uhr zu jedweder Hausinstallation oder Verbindungsstelle auf bequeme Weise und ohne Gefahr Zugang haben, um alle erforderlichen Tätigkeiten zur Kontrolle der Wasserqualität durchzuführen. Dabei gilt es, die Grundsätze des Schutzes des Privatlebens einzuhalten und die Bewohner innerhalb eines Zeitraums von 48 Stunden im Voraus schriftlich zu unterrichten.

Abschnitt III — Abhilfemaßnahmen und gebrauchseinschränkungen

Art. 11 - § 1. Falls die gemäß Art. 6 festgelegten Parameterwerte nicht eingehalten werden, und unter Vorbehalt von Art. 8 § 2, informiert der Wasserversorger unverzüglich die Verwaltung und führt eine Untersuchung durch, um die Ursache zu bestimmen. Die Verwaltung prüft, ob diese Nichteinhaltung ein Risiko für die menschliche Gesundheit darstellt; ist dies der Fall, so übermittelt sie ihre Schlussfolgerungen, sobald diese bekannt sind, dem Wasserversorger sowie dem (den) Bürgermeister(n) der betroffenen Gemeinde(n).

§ 2. Der Wasserversorger trifft so bald wie möglich die erforderlichen Abhilfemaßnahmen, um die Qualität des Wassers wiederherzustellen. Der Durchführung dieser Abhilfemaßnahmen gibt er den Vorrang, insbesondere unter Berücksichtigung der Messung einer Überschreitung des relevanten Parameterwerts und der potentiellen Gefahr für die menschliche Gesundheit.

Falls die Verwaltung gemäß § 1 festgestellt hat, dass es ein Risiko für die Gesundheit gibt, wird sie über jegliche vom Wasserversorger getroffene Maßnahme sowie über die Weiterentwicklung der Lage auf dem Laufenden gehalten.

Stellt die Verwaltung fest, dass die Nichteinhaltung der Parameterwerte ein Risiko für die Gesundheit darstellt, so informiert der Wasserversorger unmittelbar die Verbraucher über die Lage und ggf. über die getroffenen oder noch zu treffenden Abhilfemaßnahmen.

§ 3. Unabhängig davon, ob es zu einer Nichteinhaltung der gemäß Art. 6 festgelegten Parameterwerte gekommen ist, untersagt der Wasserversorger die Bereitstellung von Wasser für den menschlichen Gebrauch, das eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt, oder schränkt dessen Verwendung ein oder trifft jegliche zum Schutz der menschlichen Gesundheit erforderlichen Maßnahmen.

In diesem Fall unterrichtet und berät er unmittelbar die Verbraucher.

Der Wasserversorger entscheidet, welche Maßnahmen getroffen werden müssen, wobei auch die Risiken zu berücksichtigen sind, die für die menschliche Gesundheit durch eine Unterbrechung der Bereitstellung oder durch eine Einschränkung der Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verursacht würden. Seine Entscheidung wird der Verwaltung zur Information und ggf. Stellungnahme unmittelbar mitgeteilt.

§ 4. Im Falle einer durch die potentielle Gefährdung der öffentlichen Gesundheit und der Untätigkeit des Wasserversorgers begründeten Dringlichkeit kann die Regierung oder ihr Beauftragter unmittelbar alle in § 3 erwähnten Maßnahmen ergreifen.

§ 5. Die Regierung kann Regeln der guten Praxis aufstellen, um den Wasserversorgern bei der Erfüllung seiner Aufgaben nach § 3 zu unterstützen.

Art. 12 - An den in Art. 8, § 3 erwähnten Orten, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der gemäß Art. 6 festgelegten Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist, hat der Wasserversorger unverzüglich die mit der Zertifizierung beauftragte zugelassene Einrichtung, so wie sie in Art. 8 § 3 bestimmt ist, über die Abhilfemaßnahmen zu unterrichten, die in Anwendung von Art. 11 ergriffen werden.

Abschnitt IV — Abweichungen

Art. 12 - § 1. Nach Befragung der Verwaltung kann die Regierung Abweichungen von den Parameterwerten zulassen, sofern diese Abweichungen keine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellen und die Trinkwasserversorgung in dem betroffenen Gebiet nicht auf andere zumutbare Weise aufrechterhalten werden kann. Stimmt die Regierung nicht mit der Stellungnahme der Verwaltung überein, so hat sie ihre Entscheidung zu begründen.

Diese Abweichungen sind zeitbegrenzt und dürfen eine Frist von drei Jahren nicht überschreiten. Am Ablauf dieses Zeitraums wird eine Bilanz aufgestellt, damit bestimmt werden kann, ob zureichende Fortschritte erzielt wurden. Die Regierung kann eine zweite Abweichung für eine Dauer von drei Jahren gewähren. Unter besonderen Umständen und nach Gutachten der Europäischen Kommission kann die Regierung eine dritte Abweichung für eine Dauer von drei Jahren zulassen.

Jede von der Regierung zugelassene Abweichung muss folgende Angaben enthalten:

- die Gründe für die Abweichung;
- der betroffene Parameter;
- ein geeignetes Kontrollprogramm, das häufigere Kontrollen und die erforderlichen Abhilfemaßnahmen vorsieht;
- die Dauer der Abweichung.

Die Abweichungen dürfen nicht toxische oder mikrobiologische Faktoren betreffen.

§ 2. Der Wasserversorger, der in den Genuss einer oder mehrerer in diesem Artikel vorgesehener Abweichungen gelangt, unterrichtet auf schnelle und geeignete Weise die Verbraucher über die Abweichung, die sie betrifft, und über die mit dieser Abweichung zusammenhängenden Bedingungen. Außerdem berät er die besonderen Verbrauchergruppen, für die die Abweichung ein spezielles Risiko darstellen könnte.

Der Wasserversorger informiert die Verwaltung über die in Anwendung des vorigen Absatzes getroffenen Maßnahmen.

Abschnitt V — Information

Art. 13 - § 1. Der Wasserversorger informiert seine Abonnenten mindestens einmal im Jahr über die Qualität des während des abgelaufenen Kalenderjahrs bereitgestellten Wassers. Die Information umfasst das Gutachten der Verwaltung über die eventuellen Auswirkungen auf die Gesundheit der Verbraucher, die auf die Qualität des bereitgestellten Wassers zurückzuführen sind.

Der Wasserversorger hat die Pflicht, jedem Verbraucher, der es beantragt, geeignete und rezente Informationen über die Qualität des in seinem Versorgungsgebiet bereitgestellten Wassers mitzuteilen.

§ 2. Der Wasserversorger hat die Pflicht, der Verwaltung die Informationen bezüglich der Qualität und Versorgung des Wassers mitzuteilen, die sie im Hinblick auf die Durchführung des vorliegenden Dekrets zur Erfüllung ihrer Europäischen und internationalen Verpflichtungen benötigt.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen fest, die sich auf den Inhalt, die Form und das Mitteilungsverfahren dieser Informationen beziehen.

§ 3. Die Regierung hinterlegt und präsentiert beim Wallonischen Regionalrat einen jährlichen Bericht über die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers. Dieser Bericht betrifft u.a. die Qualität des in der Wallonie zum Verbrauch bereitgestellten Wassers, die Nichteinhaltung der Parameterwerte durch bestimmte Wasserversorger, die zugelassenen Abweichungen und die wichtigsten Abhilfemaßnahmen, die durchgeführt wurden, um die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers wiederherzustellen.

KAPITEL IV. — Feststellung, ermittlung und verfolgung der verstöße

Art. 14 - § 1. Unbeschadet der Pflichten, die den Gerichtspolizeioffizieren obliegen, sind die zu diesem Zweck von der Regierung beauftragten Beamten und Bediensteten befugt, um die Anwendung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse zu überwachen. Zu diesem Zweck sind sie bei der Ausführung ihrer Aufgabe zu Folgendem berechtigt:

1° in jeden selbst geschlossenen oder überdachten Ort einzudringen, ggf. nachdem sie die Genehmigung eines Untersuchungsrichters erhalten haben, wenn triftige Gründe für die Annahme vorliegen, dass dort ein Verstoß gegen das Dekret oder seine Durchführungserlasse verübt wird;

2° die Unterstützung der föderalen und lokalen Polizei anfordern;

3° auf der Grundlage ernsthafter Indizien für einen Verstoß alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, dass alle Bestimmungen des vorliegenden Dekrets beachtet werden, insbesondere:

a. jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisaufnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b. sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine fotografische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

4° gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten Proben entnehmen;

5° nach den gemäß Artikel 16 bestimmten Regeln Analysen vornehmen lassen. Wenn aus dem Protokoll bezüglich der Analyse hervorgeht, dass ein Verstoß vorliegt, wird gemäß § 2, 2° des vorliegenden Artikels Protokoll aufgenommen. Außerdem wird in dem Protokoll die Möglichkeit für den Zuwiderhandelnden angegeben, auf seine Kosten eine Gegenanalyse vornehmen zu lassen.

6° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anhalten und deren Ladung kontrollieren;

jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a. das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b. die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln.

Sie informieren den Prokurator des Königs innerhalb vierundzwanzig Stunden.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

§ 2. Im Falle eines Verstoßes gegen das vorliegende Dekret und dessen Durchführungserlasse können die in § 1 erwähnten Beamten und Bediensteten:

1° für den Zuwiderhandelnden eine Frist festlegen, die es ihm ermöglicht, seine Verhältnisse in Ordnung zu bringen; diese Frist darf lediglich einmal verlängert werden; der Beamte oder Bedienstete informiert den Prokurator des Königs und den Bürgermeister der Gemeinde, in der sich die betroffenen Wassergewinnungs- und -versorgungsanlagen befinden, über die getroffenen Vorkehrungen; nach Ablauf der Frist, oder je nach Fall der Verlängerung, verfasst der Beamte oder Bedienstete einen Bericht und übermittelt diesen dem Zuwiderhandelnden und dem Prokurator des Königs innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post;

2° ein Protokoll aufnehmen, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist; dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und unter Androhung der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Protokollaufnahme oder des Ablaufs der in Punkt 1° erwähnten Frist.

§ 3. In den Berichten und Protokollen kann der Beamte oder Bedienstete, wenn er es für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs nahelegen, die Artikel 216*bis* und 216*ter* der Strafprozessordnung anzuwenden. Gegebenenfalls gibt er die für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Art. 15 - Die Regierung beauftragt ein oder mehrere kraft der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen sowie der Versuchslaboratorien akkreditierte Laboratorien mit der Durchführung der offiziellen Analysen. Sie kann Muster für die Analyseprotokolle aufstellen, die Analyse- und Gegenanalyseverfahren bestimmen, Regeln zur Verteilung der Analysen unter die Laboratorien sowie zur Finanzierung der Kosten für Analysen und Probeentnahmen festlegen.

KAPITEL V — *Ordnungsstrafen*

Art. 16 - § 1. Der Wasserversorger, der seine Verpflichtungen im Sinne von Art. 3, § 2, Absatz 1, Art. 8 § 3 und § 4 und Art. 9 bis 14 oder die kraft dieser verabschiedeten Bestimmungen nicht sorgfältig erfüllt, setzt sich einer Geldstrafe aus, dessen Betrag 12.400 Euro nicht übersteigen darf.

Die einer Ordnungsstrafe unterliegenden Personen werden unter Anwendung des vorliegenden Artikels mit dem Begriff "der Zuwiderhandelnde" bezeichnet.

Die Ordnungsstrafe ist lediglich auf den Zuwiderhandelnden anwendbar, selbst wenn der Verstoß von einem Beauftragten oder Mandatsträger begangen wurde.

Die Ordnungsstrafe wird von dem leitenden Beamten der Verwaltung auferlegt.

§ 2. Die gegen die in § 1, Absatz 1 erwähnten Bestimmungen festgestellten Verstöße werden mit Ordnungsstrafen geahndet, es sei denn, dass die Staatsanwaltschaft unter Berücksichtigung der Schwere des Verstoßes es als angebracht erachtet, Strafverfolgungen einzuleiten. Die Strafverfolgungen schließen die Anwendung einer Ordnungsstrafe aus, auch wenn eine Freisprechung diese abschließt.

§ 3. Eine Ausfertigung des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes wird dem leitenden Beamten der Verwaltung übermittelt.

Die Staatsanwaltschaft verfügt über eine Frist von vier Monaten ab dem Tag des Erhalts des Protokolls, um dem leitenden Beamten der Verwaltung ihren Beschluss bezüglich der Einleitung oder Unterlassung einer Strafverfolgung zuzustellen.

§ 4. Falls die Staatsanwaltschaft auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung ihres Beschlusses innerhalb der festgelegten Frist versäumt, beschließt der leitende Beamte der Verwaltung, ob die Auferlegung einer Ordnungsstrafe wegen des Verstoßes angebracht ist, nachdem er dem Zuwiderhandelnden die Möglichkeit zur Vorbringung seiner Verteidigungsgründe gegeben hat.

Der Beschluss des leitenden Beamten der Verwaltung legt den Betrag der Ordnungsstrafe fest und wird begründet. Er wird gleichzeitig mit einer Aufforderung zur Zahlung der Strafe innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post zugestellt.

Durch die Zustellung des Beschlusses zur Festlegung des Betrags der Ordnungsstrafe erlischt die öffentliche Klage.

Die Zahlung der Strafe beendet die Aktion der Verwaltung.

§ 5. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des leitenden Beamten der Verwaltung anfiucht, legt bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses durch eine Bittschrift einen Einspruch beim Zivilgericht ein. Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmung des vorhergehenden Absatzes wird in dem Beschluss, durch den die Ordnungsstrafe auferlegt wird, angegeben.

§ 6. Wenn der Zuwiderhandelnde es unterlässt, die Strafe zu zahlen, wird der rechtskräftige Beschluss des leitenden Beamten der Verwaltung oder des Zivilgerichts der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region im Hinblick auf die Beitreibung des Betrags der Ordnungsstrafe übermittelt.

§ 7. Wird innerhalb von drei Jahren ab dem Datum des Protokolls erneut ein Verstoß festgestellt, wird der in Paragraph 1, Absatz 1 des vorliegenden Dekrets erwähnte Betrag verdoppelt.

Fünf Jahre nach dem Tatbestand, der für einen in dem vorliegenden Artikel erwähnten Verstoß grundlegend ist, kann die Verwaltungsverfügung, durch welche die Ordnungsstrafe auferlegt wird, nicht mehr erlassen werden. Die in § 4 Absatz 1 erwähnte, innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Frist erfolgende Aufforderung des Zuwiderhandelnden, seine Verteidigungsgründe vorzubringen, unterbricht jedoch deren Verlauf. Durch diese Handlung läuft eine neue Frist von gleicher Dauer, selbst in Bezug auf die Personen, die nicht darin einbezogen sind.

§ 8. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung der Geldstrafe.

KAPITEL VI — *Strafverfolgungen*

Art. 17 - § 1. Wird mit einer Freiheitsstrafe zwischen 8 Tagen und 3 Jahren und einer Geldstrafe zwischen 2,50 und 25.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft:

1° der Wasserversorger, der nicht die geeigneten Ratschläge im Sinne von Art. 3, § 2, Absatz 2, gibt;

2° der Wasserversorger, der nicht die nach dem in Anwendung von Art. 4 festgelegten Verfahren bestimmten Mindestmaßnahmen ergreift;

3° derjenige, der gegen die Bestimmungen von Art. 5 verstößt;

- 4° der Wasserversorger, der nicht die erforderlichen Maßnahmen im Sinne von Art. 7, Absatz 2 ergreift;
- 5° der Wasserversorger, der das jährliche Kontrollprogramm im Sinne von Art. 9, § 1 nicht aufstellt oder nicht durchführt;
- 6° der Wasserversorger, der die Wirksamkeit der Behandlung nach Art. 9, § 1, Abs. 3 nicht kontrolliert;
- 7° der Wasserversorger, der die Verwaltung nicht informiert und die Untersuchung gemäß Art. 11, § 1 nicht vornimmt, der die in Art. 11, § 2 vorgesehenen Abhilfemaßnahmen nicht trifft, der die in Art. 11, § 3, Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen nicht trifft;
- 8° dem Wasserversorger, der die Verbraucher in Anwendung von Art. 13, § 2 nicht informiert.
- § 2. Wird mit einer Geldstrafe von 0,65 Euro bis 248 Euro bestraft:
- 1° der Wasserversorger, der die betroffene Bevölkerung über die Bestimmungen von Art. 3, § 2, Absatz 1 nicht informiert;
- 2° der Abonnent, der die Bestimmungen von Art. 3, § 3 nicht beachtet;
- 3° der Eigentümer einer Hausinstallation, die nicht gemäß Art. 8, § 3 zertifiziert wäre;
- 4° der Wasserversorger, der seine Verpflichtungen gemäß Art. 8, § 4 nicht einhält;
- 5° die Privatperson, die den Zugang zu ihrer Hausinstallation gemäß Art. 10 nicht zulässt; <0}
- 6° der Wasserversorger, der die Verbraucher nicht über die Lage und ggf. über die im Rahmen von Art. 11, § 2, Absatz 3 getroffenen Abhilfemaßnahmen unterrichtet;
- 7° der Wasserversorger, der die Verbraucher gemäß Art. 11, § 3, Absatz 2 nicht informiert oder berät;
- 8° der Wasserversorger, der die gemäß Art. 11, § 3, Absatz 3 zu treffenden Maßnahmen nicht beschließt oder mitteilt;
- 9° der Wasserversorger, der die in Art. 12 vorgesehene zugelassene Prüfstelle nicht informiert;
- 10° der Wasserversorger, der die in Art. 14, § 2 vorgesehene Information nicht vornimmt.

Derjenige, der gegen die Durchführungserlasse, die in Anwendung der oben angeführten Artikel verabschiedet werden, verstößt, werden die in § 1 oder § 2 erwähnten Strafen auferlegt.

Art. 18 - Die in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Strafen können auf das Zweifache des maximalen Betrags erhöht werden, wenn innerhalb von fünf Jahren ab einer vorherigen durch einen rechtskräftigen Beschluss erlassenen Verurteilung wegen Verstoß gegen diesen selben Artikel erneut ein in Artikel 18 vorgesehener Verstoß begangen wird. Außerdem darf in diesem Fall die Mindeststrafe nicht unter dem Zehnfachen des Mindestbetrags liegen.

KAPITEL VII — *Aufhebende, übergangs- und schlussbestimmungen*

Art. 19 - Was das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser angeht, wird das Gesetz vom 14. August 1933 über den Trinkwasserschutz aufgehoben.

Art. 20 - Den nicht akkreditierten Laboratorien, die am 1. Januar 2001 Analysen für Rechnung eines Wasserversorgers durchführen, und den nicht akkreditierten Einrichtungen, die an diesem Datum Probeentnahmen durchführen, wird eine dreijährige Frist ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gewährt, um sich an die geltenden Vorschriften anzupassen.

Art. 21 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) *Sitzung 2002-2003.*

Dokumente des Rats 390 (2001-2002) Nr. 1 bis 21.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 4. Dezember 2002.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 112

[C — 2003/27001]

12 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doelstellingen en begripsomschrijving*

Artikel 1. § 1. Dit decreet beoogt de bescherming van de menselijke gezondheid tegen schadelijke gevolgen van de verontreiniging van het voor menselijke consumptie bestemde water door de zuiverheid en reinheid ervan te garanderen overeenkomstig richtlijn 98/83/EG van de Raad van 3 november 1998 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

§ 2. De Regering zal ervoor zorgen dat de toepassing van de overeenkomstig dit decreet genomen maatregelen er in geen geval, direct of indirect, toe leidt dat de huidige kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water afneemt, voor zover dit een invloed kan hebben op de bescherming van de menselijke gezondheid, of dat de verontreiniging van het voor de drinkwaterproductie bestemde water toeneemt.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « water voor menselijke consumptie » : het water dat onbehandeld of na behandeling bestemd is voor drinken, koken, voedselbereiding of andere huishoudelijke doeleinden, ongeacht de herkomst ervan en ongeacht of het via leidingen door een waterdistributienetwerk of via een private waterwinning geleverd wordt, uit een tankauto of -schip komt, alsook het water dat via een distributienet aan voedingsmiddelenbedrijven wordt geleverd vooraleer het in die bedrijven wordt verwerkt of behandeld;

2° « leverancier » :

a. de exploitant van een openbaar netwerk voor waterdistributie via leidingen;

b. de exploitant van een private waterwinning die de bevoorrading van verbruikers via leidingen mogelijk maakt zonder gebruik te maken van een openbaar waterdistributienetwerk;

c. de operateur die water vanaf een tankauto of -schip levert;

3° « verbruiker » : elke persoon die het water gebruikt dat door een leverancier ter beschikking word gesteld;

4° « privé-installatie voor waterdistributie » : de leidingen en toestellen die stroomafwaarts van het aansluitingspunt geïnstalleerd zijn;

5° de kranen, leidingen en toestellen die stroomafwaarts van het aansluitingspunt geïnstalleerd zijn, maken deel uit van de privé-installatie voor waterdistributie;

6° « aansluitingspunt » : de grens tussen het distributienetwerk en de privé-installatie voor waterdistributie die zich pal stroomafwaarts van de watermeter bevindt. Bij gebrek aan meter wordt die grens bij overeenkomst tussen de abonnee en de leverancier vastgelegd;

7° « Administratie » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

8° « abonnee » :

a. elke houder van een recht van eigendom, vruchtgebruik, blote eigendom, gebruik, bewoning, oppervlakte, erfpacht op een onroerend goed dat aangesloten is op de openbare waterdistributie;

b. elke houder van een contract voor wateraankoop voor eigen verbruik zonder beroep te moeten doen op een openbaar waterdistributienetwerk;

9° « distributiegebied » : geografisch gebied waarbinnen het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig is uit één of meer bronnen en waarbinnen de waterkwaliteit geacht wordt dezelfde te zijn.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. § 1. Dit decreet is van toepassing op het voor menselijke consumptie bestemde water, met uitzondering van :

1° het natuurlijke mineraalwater;

2° het geneeskrachtige water;

3° het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig uit een individuele bron die gemiddeld minder dan 10 m³ per dag produceert of minder dan 50 personen bevoorraadt, tenzij het water in het kader van een commerciële, toeristische of openbare activiteit geleverd wordt.

§ 2. De leverancier van het in § 1, 3°, bedoelde water is verplicht de betrokken bevolking kennis te geven van mogelijke risico's en van elke maatregel die genomen kan worden om de menselijke gezondheid te beschermen tegen de nefaste gevolgen van verontreiniging van het voor menselijke consumptie bestemde water.

Als bovendien blijkt dat de kwaliteit van dat water potentieel gevaarlijk is voor de menselijke gezondheid, moet de leverancier de verbruikers op de gepaste manier adviseren.

§ 3. In geval van bevoorrading vanaf een alternatieve hulpbron of op een wijze die waterdistributie via leidingen aanvalt, worden beide bevoorradingscircuits totaal gescheiden door de abonnee, zonder fysieke verbinding.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de leverancier*

Afdeling I. — *Algemene verplichtingen*

Art. 4. De Regering bepaalt de in acht te nemen procedure als afbreuk wordt gedaan aan de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water.

Ze wijst de bevoegde overheden aan die moeten tussenkomen en bepaalt de minimale maatregelen die de leveranciers moeten nemen om de risico's voor de verbruikers te voorkomen en om het water weer te zuiveren en te reinigen.

Art. 5. Onverminderd de afwijkingen bedoeld in artikel 12 is het verboden water voor menselijke consumptie te leveren als niet gegarandeerd kan worden dat het zuiver en rein is.

Overeenkomstig de bepalingen van dit decreet is het water voor menselijke consumptie zuiver en rein als het :

1° geen micro-organismen, parasieten of andere stoffen bevat in hoeveelheden of concentraties die gevaarlijk kunnen zijn voor de menselijke gezondheid,

2° voldoet aan de minimumvereisten die de Regering overeenkomstig artikel 6 bepaalt.

Art. 6. De Regering bepaalt de minimumvereisten inzake zuiverheid en reinheid van het voor menselijke consumptie bestemde water, met inbegrip van :

1° de microbiologische parameterwaarden;

2° de chemische parameterwaarden;

3° de indicatieve parameters die enkel voor controledoelinden en voor de toepassing van artikel 11, § 5, eerste lid, vastgelegd worden.

Art. 7. De Regering bepaalt de lijst en de maximale dosissen van de stoffen en materialen die gebruikt mogen worden bij de bereiding of de distributie van het voor menselijke consumptie bestemde water. De leverancier neemt de nodige maatregelen opdat het concentratieniveau van de stoffen of materialen die bestemd zijn voor nieuwe installaties of voor de versterking of de reparatie van bestaande installaties en die gebruikt worden bij de bereiding of de distributie van water voor menselijke consumptie, alsmede het concentratieniveau van de vuildeeltjes voortgebracht door die voor nieuwe installaties bestemde stoffen of materialen, in het water voor menselijke consumptie niet hoger zou zijn dan het niveau vereist om het doel te bereiken waarvoor ze gebruikt worden en opdat ze geen afbreuk zouden doen aan de bescherming van de menselijke gezondheid waarin dit decreet voorziet, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks.

Art. 8. § 1. De overeenkomstig artikel 6 vastgelegde parameterwaarden worden in acht genomen op het punt waar :

1° binnen lokalen of in een gebouw het via een distributienetwerk geleverde water uit de kranen komt die normaliter voor menselijke consumptie gebruikt worden;

2° het door een tankauto of -schip geleverde water uit de tankauto of het tankschip komt.

§ 2. Behalve op de in § 3 bedoelde plaatsen wordt de leverancier geacht te hebben voldaan aan zijn verplichtingen in de zin van de artikelen 5 en 11, § 2, wanneer kan worden vastgesteld dat de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 6 vastgestelde parameterwaarden toe te schrijven is aan de privé-installatie voor waterdistributie of aan het onderhoud daarvan.

§ 3. In de lokalen en in gebouwen waar het publiek van water wordt voorzien, wordt de privé-installatie voor waterdistributie gecertificeerd door een erkende instelling overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels.

Elk gebouw waarvan de eerste bewoning als huisvesting op een door de Regering te bepalen datum volgt, is onderworpen aan dezelfde regels.

De Regering bepaalt de lijst van de categorieën lokalen en inrichtingen die onder de bepalingen van deze paragraaf vallen, en bepaalt een procedure en termijnen voor de certificering van de private binneninstellingen.

§ 4. Als het gevaar bestaat dat het water niet voldoet aan de overeenkomstig artikel 6 vastgestelde parameterwaarden, moet de leverancier :

1° de geschikte maatregelen nemen om dat gevaar te beperken of uit te sluiten, o.a. door de eigenaars eventueel herstelmaatregelen aan te bevelen;

2° en/of geschikte behandelingstechnieken aanwenden om de aard of de eigenschappen van het water vóór de levering zodanig te wijzigen dat het gevaar na de levering wordt verkleind of uitgesloten;

3° en de betrokken verbruikers informeren en adviseren i.v.m. eventueel te nemen aanvullende herstelmaatregelen.

Afdeling II. — Controle

Art. 9. § 1. Om na te gaan of het voor menselijke consumptie bestemd water aan de vereisten van dit decreet en, meer bepaald, aan de overeenkomstig artikel 6 vastgelegde parameterwaarden voldoet, wordt een jaarlijks controleprogramma door de leverancier opgemaakt en uitgevoerd.

Hij maakt het jaarlijkse programma over aan de Administratie.

Hij neemt monsters die representatief zijn voor de kwaliteit van het gedurende het jaar verbruikte water.

Als het voor menselijke consumptie bestemde water bij de bereiding of distributie gedesinfecteerd wordt, controleert de leverancier of de desinfectiebehandeling doeltreffend is en vergewist hij zich ervan dat besmetting door subproducten van de desinfectie tot een minimum wordt herleid, zonder de desinfectie in het gedrang te brengen.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de jaarlijkse controleprogramma's bedoeld in § 1, alsmede de plaatsen van monsterneming en de informatieverstrekking. Zij bepaalt met name de te analyseren parameters en de minimale frequenties van de monsternemingen en analyses.

§ 3. De analyses worden toevertrouwd aan een laboratorium erkend krachtens de federale wetgeving betreffende de erkenning van certificerings- en controle-instellingen alsmede proeflaboratoria, dat op zijn minst beschikt over een systeem van analytische kwaliteitscontrole.

De monsternemingen worden uitgevoerd door daartoe erkende instellingen. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de analyse van de parameters en voor de monsterneming.

§ 4. De leverancier laat, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 4 van dit decreet, een aanvullende controle uitvoeren door een erkend laboratorium indien er redenen zijn om aan te nemen dat het water stoffen of micro-organismen bevat waarvoor geen parameterwaarden overeenkomstig artikel 6 zijn vastgelegd en waarvan de hoeveelheid of het aantal gevaar voor de menselijke gezondheid kan inhouden.

Art. 10. Met inachtneming van de principes betreffende de bescherming van het privé-leven en na de bewoners 48 uur op voorhand schriftelijk te hebben verwittigd, krijgen de aangestelden van de leverancier, op vertoon van een dienstkaart en van hun identiteitskaart, alsmede de controle-instellingen tussen 8 en 20 uur in het bijzijn van de bewoners of hun vertegenwoordiger vlot en veilig toegang tot de aansluiting en de privé-installatie voor waterdistributie om alle handelingen i.v.m. de controle van de waterkwaliteit uit te voeren.

Afdeling III. — Herstelmaatregelen en gebruiksbeperkingen

Art. 11. § 1. Onder voorbehoud van artikel 8, § 2, geeft de leverancier de Administratie onmiddellijk kennis van de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 6 vastgelegde parameterwaarden en voert een onderzoek naar de oorzaak daarvan. De Administratie gaat na of de niet-inachtneming gevaar voor de menselijke gezondheid inhoudt. Als dat het geval is, maakt ze haar conclusies, zodra die gekend zijn, over aan de leverancier en aan de burgemeester(s) van de betrokken gemeente(n).

§ 2. De leverancier neemt zo spoedig mogelijk de nodige herstelmaatregelen om de waterkwaliteit weer op peil te brengen. Hij geeft voorrang aan de toepassing ervan, gelet met name op de mate waarin de relevante parameterwaarde is overschreden en op het mogelijke gevaar voor de menselijke gezondheid.

Als de Administratie overeenkomstig § 1 een risico voor de menselijke gezondheid heeft vastgesteld, wordt ze in kennis gesteld van elke maatregel die de leverancier treft, en van de evolutie van de toestand. Als de Administratie van mening is dat de niet-naleving van de parameterwaarden gevaar inhoudt voor de menselijke gezondheid, informeert de leverancier de gebruikers onmiddellijk over de toestand en geeft hij hen in voorkomend geval kennis van de genomen of te nemen herstelmaatregelen.

§ 3. Als het voor menselijke consumptie bestemde water potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid inhoudt, onderbreekt de leverancier de distributie ervan, beperkt hij het gebruik ervan of treft hij de nodige maatregelen om de menselijke gezondheid te beschermen, ongeacht het feit of de overeenkomstig artikel 6 vastgelegde parameterwaarden in acht genomen werden.

In dat geval informeert hij onmiddellijk verbruikers en abonnees en geeft hij hen de nodige aanbevelingen.

De leverancier beslist welke maatregelen genomen moeten, rekening houdende met de risico's die een onderbreking van de distributie of een gebruiksbeperking van het voor menselijke consumptie bestemde water inhouden voor de menselijke gezondheid. Zijn beslissing wordt onmiddellijk voor informatie en eventueel advies aan de Administratie overgemaakt.

§ 4. In geval van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het potentiële gevaar voor de menselijke gezondheid en het onvermogen van de leverancier, kan de Regering of haar afgevaardigde al de in § 3 bedoelde maatregelen nemen.

§ 5. De Regering kan regels van goede praktijk uitvaardigen zodat de leverancier kan voldoen aan zijn verplichtingen overeenkomstig paragraaf 3.

Art. 12. Wanneer op de in artikel 8, § 3, bedoelde plaatsen kan worden vastgesteld dat de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 6 vastgelegde parameterwaarden toe te schrijven is aan de privé-installatie voor waterdistributie of aan het onderhoud daarvan, stelt de leverancier de erkende instelling die voor de certificering instaat, zoals bepaald in artikel 8, § 3, onmiddellijk in kennis van de overeenkomstig artikel 11 genomen herstelmaatregelen.

Afdeling IV. — Afwijkingen

Art. 13. § 1. De Regering kan in overleg met de Administratie voorzien in afwijkingen van de parameterwaarden voor zover ze geen potentieel gevaar opleveren voor de menselijke gezondheid en wanneer er geen ander redelijk middel bestaat om de levering van voor menselijke consumptie bestemd water in het desbetreffende gebied te handhaven. Als de Regering het advies van de Administratie afwijst, motiveert ze haar beslissing.

De afwijkingen zijn beperkt in de tijd en mogen niet langer duren dan drie jaar. Na afloop van die termijn maakt de Regering een balans op om na te gaan of voldoende vooruitgang werd geboekt. De Regering kan een tweede afwijking voor een periode van drie jaar toekennen. In uitzonderlijke gevallen kan de Regering, na advies van de Europese Commissie, een derde afwijking van maximum drie jaar toekennen.

Elke afwijking die de Regering toestaat, gaat vergezeld van de volgende gegevens :

- de redenen ervoor;
- de bedoelde parameter;
- een passend controleschema dat voorziet in een verhoogde controlefrequentie en in de nodige herstelmaatregelen;
- de duur ervan.

De afwijkingen mogen niet betrekking hebben op giftige en microbiologische factoren.

§ 2. De leverancier die in aanmerking komt voor één of meer afwijkingen waarin dit artikel voorziet, stelt de belanghebbende verbruikers zo spoedig mogelijk en op de gepaste wijze in kennis van de afwijking en van voorwaarden die ermee gepaard gaan. Hij geeft ook aanbevelingen aan specifieke verbruikersgroepen voor wie de afwijking een bijzonder risico kan inhouden.

De leverancier informeert de Administratie over alle maatregelen die overeenkomstig het vorige lid genomen worden.

Afdeling V. -- Informatie

Art. 14. § 1. De leverancier informeert zijn abonnees minstens één keer per jaar over de kwaliteit van het water geleverd in de loop van het afgelopen kalenderjaar. De informatie gaat vergezeld van het advies van de Administratie over de eventuele weerslag van het geleverde water op de gezondheid van de verbruikers.

De leverancier verstrekt aan elke verbruiker die erom verzoekt gepaste en recente gegevens over de kwaliteit van het water in het distributiegebied dat hij bevoorraadt.

§ 2. De leverancier verstrekt de Administratie alle gegevens over de waterkwaliteit en -levering die ze nodig heeft om dit decreet uit te voeren en om haar Europese en internationale verplichtingen na te komen.

§ 3. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad een jaarverslag over de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water. Dat verslag betreft o.a. de kwaliteit van het Waalse consumptiewater, de niet-inachtneming van de parameterwaarden door de verschillende leveranciers, de toegestane afwijkingen en de voornaamste herstelmaatregelen uitgevoerd om de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water te herstellen.

Hoofdstuk IV. — Vaststelling, opsporing en vervolging van de overtredingen

Art. 15. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Daartoe kunnen ze in het kader van hun opdracht :

1° alle plaatsen - zelfs gesloten en overdekte - betreden wanneer ernstige redenen laten vermoeden dat een overtreding van het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan wordt begaan;

2° de gemeentepolitie en de rijkswacht om bijstand vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen van overtreding de nodige onderzoeken, controles en enquêtes instellen, alsook alle gegevens inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van het decreet daadwerkelijk nageleefd worden, en met name :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b. zich ter plaatse alle documenten, stukken of titels laten overleggen of opzoeken die nuttig zijn in het kader van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van nemen of ze tegen ontvangstbewijs meenemen;

4° monsters nemen volgens de door de Regering bepaalde voorschriften;

5° analyses laten uitvoeren volgens de overeenkomstig artikel 16 vastgestelde voorschriften. Als uit het analyseprotocol blijkt dat een overtreding is begaan, wordt proces-verbaal opgemaakt, overeenkomstig § 2, 2°, van dit artikel.

Bovendien wordt in het proces-verbaal vermeld dat de overtreder een tegenanalyse op eigen kosten kan laten verrichten;

6° de voor het vervoer gebruikte voertuigen tegenhouden, de lading ervan controleren;

7° de nodige bewarende maatregelen nemen met het oog op de bewijslevering en, met name, binnen een termijn van maximum tweeënzeventig uren :

a) verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar vermoedelijk een overtreding is begaan;

b) de vervoermiddelen en andere toestellen waarmee een overtreding zou kunnen zijn begaan, tegenhouden, tot stilstand brengen of verzegelen.

Ze verwittigen binnen 24 uur de procureur des Konings.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de aanstellingsakte en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

In het geval van een gewone verandering van verblijfplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren en personeelsleden :

1° de overtreder een termijn opleggen om orde op zaken te stellen. Die termijn mag slechts één keer verlengd worden. De ambtenaar of het personeelslid deelt de getroffen maatregelen mee aan de procureur des Konings en aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is. Na afloop van de termijn of van de verlengde termijn, al naar gelang het geval, maakt de ambtenaar of het personeelslid een verslag op dat hij binnen vijftien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings overmaakt;

2° een proces-verbaal opmaken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen; dat proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding of na afloop van de in 1° bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan de procureur des Konings en aan de overtreder overgemaakt, op straffe van nietigheid.

§ 3. In de verslagen en processen-verbaal kan de ambtenaar of het personeelslid, als hij/het zulks gepast acht, de procureur des Konings voorstellen de artikelen 216bis en 216ter van het Wetboek van strafvordering toe te passen. In voorkomend geval geeft hij/het de analyse- of expertisekosten op.

Art. 16. De Regering laat officiële analyses uitvoeren door één of meer laboratoria erkend krachtens de federale wetgeving betreffende de erkenning van certificerings- en controle-instellingen alsmede proeflaboratoria. Ze kan modellen van analyseprotocollen vastleggen, alsmede methodes inzake analyses en tegenanalyses. Ze kan ook regels opleggen op grond waarvan de analyses onder de laboratoria worden verdeeld en modaliteiten bepalen voor de financiering van de analyses en monsternemingen.

HOOFDSTUK V. — *Administratieve sancties*

Art. 17. § 1. Een boete van maximum 12.400 euro kan opgelegd worden aan de leverancier die niet naar behoren voldoet aan de verplichtingen bedoeld in de artikelen 3, § 2, eerste lid, 8, §§ 3 en 4, en aan de artikelen 9 tot 14 of aan de maatregelen genomen krachtens die artikelen.

De personen die overeenkomstig dit artikel strafbaar zijn met administratieve boetes, worden met het woord "overtreder" aangeduid.

De administratieve boete is slechts op de overtreder toepasselijk, zelfs als de overtreding door een aangestelde of een gemachtigde wordt begaan.

De administratieve boete wordt door de leidend ambtenaar van de Administratie opgelegd.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in § 1, eerste lid, worden bij wege van administratieve boetes vervolgd, tenzij het openbaar ministerie, rekening houdende met de ernst van de overtreding, oordeelt dat er grond is tot strafvervolgingen.

De strafvervolgingen sluiten het opleggen van een administratieve boete uit, zelfs als een betaling er een einde aan maakt.

§ 3. Eén exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de leidend ambtenaar van de Administratie overgemaakt.

Het openbaar ministerie beschikt over vier maanden vanaf de datum van ontvangst van het proces-verbaal om de leidend ambtenaar van de Administratie kennis te geven van zijn beslissing over het al dan niet opleggen van strafvervolgingen.

§ 4. Als het openbaar ministerie van vervolgingen afziet of zijn beslissing binnen de voorgeschreven termijn verzuimt mee te delen, beslist de leidend ambtenaar van de Administratie, nadat hij de overtreder in staat heeft gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, of er grond bestaat om een administratieve boete uit hoofde van de overtreding op te leggen.

De beslissing van de leidend ambtenaar van de Administratie vermeldt het bedrag van de administratieve boete en is met redenen omkleed. Ze wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld, samen met een aanmaning tot betaling van de boete binnen de door de Regering voorgeschreven termijn.

De kennisgeving van de beslissing waarbij het bedrag van de administratieve boete wordt bepaald, doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete maakt een einde aan de actie van de Administratie.

§ 5. De overtreder die de beslissing van de leidend ambtenaar van de Administratie betwist, stelt binnen twee maanden na de kennisgeving van de beslissing bij wijze van verzoek een beroep in vóór de burgerlijke rechtbank, op straffe van verval. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepaling van het vorige lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd.

§ 6. Als de overtreder verzuimt de boete te betalen, wordt de beslissing van de leidend ambtenaar van de Administratie of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van de burgerlijke rechtbank overgemaakt aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve boete.

§ 7. Als binnen drie jaar, te rekenen van de datum van het proces-verbaal, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, wordt het in § 1, eerste lid, van dit artikel bedoelde bedrag verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, mag niet meer worden genomen vijf jaar na het feit dat aan de basis ligt van een in dit artikel bedoelde overtreding. Het in § 4, eerste lid, bedoelde verzoek dat binnen de in het vorige lid bepaalde termijn aan de overtreder gestuurd wordt zodat hij zijn verweermiddelen kan doen gelden, onderbreekt evenwel de loop van de verjaring. Met deze daad begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten opzichte van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De Regering bepaalt de wijze van invordering van de boete.

HOOFDSTUK VI. — *Straffen*

Art. 18. § 1. Een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en een geldboete van 25.000 euro of één van die straffen worden opgelegd aan :

- 1° de leverancier die de gepaste aanbevelingen bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid, niet geeft;
- 2° de leverancier die de minimale maatregelen vastgelegd overeenkomstig de in artikel 4 bedoelde procedure niet neemt;
- 3° de leverancier die de bepalingen van artikel 5 overtreedt;
- 4° de leverancier die de nodige maatregelen waarin artikel 7, tweede lid, voorziet, niet neemt;
- 5° de leverancier die het jaarlijkse controleprogramma bedoeld in artikel 9, § 1, niet opmaakt of uitvoert;
- 6° de leverancier die de doeltreffendheid van de toegepaste behandeling waarin artikel 9, § 1, derde lid, voorziet, niet controleert;
- 7° de leverancier die de Administratie niet inlicht en die het onderzoek niet uitvoert overeenkomstig artikel 11, § 1, die de in artikel 11, § 2, bedoelde herstelmaatregelen niet neemt en die de in artikel 11, § 3, eerste lid, bedoelde maatregelen niet neemt;
- 8° de leverancier die de verbruikers niet inlicht overeenkomstig artikel 13, § 2.

§ 2. Een boete van 0,65 euro tot 248 euro wordt opgelegd aan :

1° de leverancier die geen informatie verstrekt aan de bevolking die onder de bepalingen van artikel 3, § 2, eerste lid, valt;

2° de abonnee die de bepalingen van artikel 3, § 3, niet naleeft;

3° de eigenaar van een privé-installatie voor waterdistributie die niet overeenkomstig artikel 8, § 3 gecertificeerd zou zijn;

4° de leverancier die de verplichtingen bedoeld in artikel 8, § 4, niet nakomt;

5° de particulier die de toegang tot zijn privé-installatie niet overeenkomstig artikel 10 verleent;

6° de leverancier die de verbruikers niet inlicht over de toestand en, in voorkomend geval, over de herstelmaatregelen genomen krachtens artikel 11, § 2, derde lid;

7° de leverancier die de verbruikers niet inlicht of die de nodige aanbevelingen niet geeft overeenkomstig artikel 11, § 3, tweede lid;

8° de leverancier die geen beslissing neemt of die de overeenkomstig artikel 11, § 3, derde lid, te nemen maatregelen niet meedeelt;

9° de leverancier die de in artikel 12 bedoelde erkende instelling niet inlicht;

10° de leverancier die de in artikel 14, § 2, bedoelde informatie niet meedeelt.

De overtreders van de uitvoeringsbesluiten genomen overeenkomstig de vermelde artikelen wordt gestraft met de straffen bedoeld in § 1 of 2.

Art. 19. De in dit decreet bedoelde straffen kunnen het dubbel van het maximum bedragen als een nieuwe overtreding, bedoeld in artikel 18, wordt begaan binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van een in kracht van gewijsde uitgesproken vroegere veroordeling wegens overtreding van één van die artikelen.

Bovendien mag de minimale straf in dat geval niet kleiner zijn dan het tienvoud van het minimumbedrag.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. De wet van 14 augustus 1933 betreffende de bescherming van drinkwaters wordt voor het Waalse Gewest opgeheven wat betreft het voor menselijke consumptie bestemde water.

Art. 21. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet beschikken de niet-erkende laboratoria die analyses uitvoeren voor rekening van een leverancier en de niet-erkende instellingen die monsters nemen sinds 1 januari 2001, over een termijn van drie jaar om orde op zaken te stellen.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 390 (2001-2002), Nrs. 1 tot 21

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 december 2002

Bespreking - Stemming.